- ii) S'il y a refus de paiement, la somme à payer doit être calculée, au choix du porteur, au taux de change en vigueur à la date de la présentation ou à la date du paiement effectif¹⁵.
- iii) Les paragraphes 3 et 4 de l'article 74 sont applicables le cas échéant¹⁶.

Article 79¹⁷

- 1) ...
- a) Contre le souscripteur d'un billet à ordre, ou son avaliseur, à compter de la date du billet;
- b) Contre l'accepteur, ou le souscripteur d'un effet payable à échéance déterminée, ou leur avaliseur, à compter de la date de l'échéance;
- c) Contre l'accepteur d'une lettre payable à ordre, à compter de la date à laquelle elle a été acceptée;

¹⁵ A/CN.9/196, par. 135 à 137 (Annuaire... 1981, deuxième partie, II, A); A/CN.9/WG.IV/WP.21, art. 74 bis 2 b i (reproduit dans le présent volume, deuxième partie, II, A, 2, a).

¹⁶ A/CN.9/196, par. 135 à 137 (Annuaire... 1981, deuxième partie, II, A); A/CN.9/WG.IV/WP.21, art. 74 bis 2 b ii) [reproduit dans le présent volume, deuxième partie, II, A, 2, a].

¹⁷ A/CN.9/196, par. 148 à 151 (Annuaire... 1981, deuxième partie, II, A); A/CN.9/WG.IV/WP.21, art. 79 2 (reproduit dans le présent volume, deuxième partie, II, A, 2, a).

d) Contre l'accepteur, l'endosseur ou leur avaliseur, à compter de la date du protêt en cas de refus ou, en cas de dispense de protêt, de la date du refus.

2) Si un signataire a payé l'effet conformément à l'article 67 ou 68 dans l'année qui précède l'expiration du délai visé au paragraphe 1 du présent article, le signataire peut exercer son droit d'action contre un signataire obligé envers lui dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle il a payé l'effet.

Article 82

1) Le signataire qui a payé un effet perdu conformément aux dispositions de l'article 80 et qui est par la suite mis en demeure de payer l'effet et le paie effectivement, ou qui perd alors son droit à recouvrement auprès de tout signataire, obligé envers lui, la perte de ce droit étant due à la perte de l'effet, a droit.¹⁸

a) ...

b) ...

2) ...

¹⁸ A/CN.9/196, par. 157 (Annuaire... 1981, deuxième partie, II, A); A/CN.9/WG.IV/WP.21, art. 82 1 (reproduit dans le présent volume, deuxième partie, II, A, 2, a).

- c) *Note du Secrétariat: Règles uniformes applicables aux chèques internationaux (A/CN.9/WG.IV/WP.23); annexe: Note de l'observateur de la Conférence de La Haye de droit international privé**

ANNEXE

Note de l'observateur de la Conférence de La Haye de droit international privé destinée au Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux

Les lacunes conventionnelles et les conflits de lois internes

Lors de la dixième réunion du Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux, tenue à Vienne du 5 au 16 janvier 1981, un certain nombre de matières relatives aux chèques ont délibérément été renvoyées au droit national et ne sont donc pas traitées dans la nouvelle

Convention en préparation (citons pour mémoire: l'effet de la mort ou de l'incapacité du tireur, l'obligation de la banque d'honorer un chèque, les conséquences légales de l'acceptation d'un chèque, etc.). Le fait de laisser certaines matières en dehors d'un traité d'unification du droit pose naturellement la question de savoir quelle loi va régir ces matières, et c'est le premier point qui sera examiné dans cette note.

Mais un problème plus délicat surgit dans le cadre de la Convention sur le chèque actuellement en préparation. Cette Convention, pour un Etat qui la ratifiera, n'est pas appelée à se substituer à la réglementation interne sur le chèque déjà existante dans cet Etat, mais à coexister avec celle-ci, en laissant aux parties le choix de faire régir leurs relations soit par les nouvelles règles conventionnelles, soit par l'ancien système. Il pourra donc exister à l'intérieur d'un même Etat des lois internes différentes susceptibles de s'appliquer aux lacunes de la nouvelle Convention. C'est le problème central auquel cette note se propose d'apporter une solution.

Signalons que le problème ne se pose pas seulement dans le cadre du nouvel article 74 *quater*, tel que semble le suggérer le rapport de la dixième réunion du groupe de travail (A/CN.9/196, page 27)**. Il se pose pour toutes les matières qui ne sont pas réglées dans la Convention sur le chèque; bien plus, le même problème se pose dans le cadre de la Convention sur les lettres de change et les billets à ordre, si bien que la solution qui sera proposée dans cette note vaudra pour les deux projets de Conventions.

* 16 juin 1981. Au cours de ses délibérations sur le projet de règles uniformes applicables aux chèques internationaux, le Groupe de travail a décidé que certaines questions ne seraient pas traitées dans le projet de texte, mais seraient renvoyées au droit national. Il en a ainsi décidé, par exemple, à sa dixième session, en ce qui concerne la question de savoir si le tiré est ou non obligé de payer un chèque sur notification du décès du tireur (A/CN.9/196, par. 144) [Annuaire... 1981, deuxième partie, II, A]. A cette occasion, l'observateur de la Conférence de La Haye de droit international privé a indiqué qu'il était disposé à préparer une courte étude sur les problèmes de conflit de lois qui peuvent surgir en la matière. Cette étude de M. Michel Pelichet, Secrétaire général adjoint de la Conférence de La Haye de droit international privé, est reproduite en annexe.

** Annuaire... 1981, deuxième partie, II, A.

A. *Lacunes conventionnelles*

Il est de pratique courante qu'une convention internationale abandonne au «droit national» certaines matières, cela soit de manière expresse, soit en laissant des lacunes dans le texte conventionnel. Cet abandon au droit national ne fait que tracer les limites du procédé d'unification des lois des différents Etats membres: tout ce qui n'est pas unifié est laissé à la compétence de la loi «nationale», c'est-à-dire de la loi interne et non conventionnelle. La plupart du temps, cette loi «nationale» sera le droit interne de l'Etat dont la loi est déclarée applicable conformément aux règles de conflit du juge saisi et qui est partie à la Convention d'unification; pourtant, lorsque la Convention internationale autolimit son propre champ d'application de manière déterminée, sans égard aux règles de conflit de lois (voir par exemple la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, article premier, chiffre 1, lettre a)^{***}, le juge devra alors déterminer quelle loi doit régir les matières qui n'ont pas fait l'objet de l'unification conventionnelle.

Lors de l'élaboration de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, adoptée à Vienne le 11 avril 1980, cette question a été longuement débattue, et finalement les délégués ont adopté la règle selon laquelle les lacunes de la Convention devaient être régies par la loi déterminée selon les règles du droit international privé (article 7, chiffre 2)*.

Cette solution semble pleinement satisfaisante, en ce qu'elle couvre les deux cas d'application de la Convention d'unification, à savoir lorsque:

- a) la Convention d'unification s'applique par le jeu de la règle de conflit du juge saisi, et alors la référence expresse ou implicite à la législation nationale s'entendra comme droit interne non conventionnel de l'Etat partie à la Convention;
- b) la Convention s'applique en vertu d'une disposition autolimitative de son champ d'application, et la loi applicable aux lacunes, qui ne sera pas alors nécessairement la loi interne d'un Etat partie à la Convention, devra être recherchée après coup par application des règles de droit international privé du juge saisi.

C'est la raison pour laquelle l'observateur de la Conférence de La Haye propose au Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux d'adopter un nouvel article, dans la ligne de l'article 7, chiffre 2, de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises**, article pouvant s'énoncer comme suit:

«Article X

«Les questions concernant la matière régie par la présente Convention et qui ne sont pas expressément tranchées par elle seront réglées conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.»

Il convient de préciser que l'article 7 de la Convention des Nations Unies fait régir les lacunes de la Convention tout d'abord «par les principes généraux dont elle s'inspire». Cette référence aux principes généraux peut s'expliquer dans une convention générale sur la vente internationale de marchandises, domaine où l'unification a été rendue difficile en raison de la multiplicité des différentes lois et de l'existence de coutumes et pratiques commerciales. De l'avis de l'observateur de la Conférence, une telle référence ne saurait se justifier dans des conventions sur les effets de commerce. En effet, la matière des effets de commerce est extrêmement technique, structurée, et on ne voit pas très bien à quels principes une telle référence pourrait renvoyer. Faire régir les lacunes de la Convention uniquement par la loi applicable conformément aux règles du droit international privé semble suffisant pour couvrir toutes les hypothèses.

B. *Le conflit de lois internes*

Une fois déterminé l'Etat dont la loi va régir les questions non traitées dans la Convention d'unification, se pose alors le problème de savoir quelles dispositions internes de cet Etat le juge devra appliquer. En effet, comme nous l'avons dit plus haut, les nouvelles conventions sur les effets de commerce n'étant pas destinées à remplacer le droit

interne des Etats qui les ratifieront, il va exister à l'intérieur de ces Etats, à part le nouveau droit conventionnel, un autre droit parallèle couvrant la même matière. De plus, les règles générales du droit de ces Etats seront peut-être aussi appelées à régir la matière non traitée par les conventions en préparation. Un juge peut donc être amené à devoir choisir, pour régir les matières non couvertes par les conventions, entre le droit parallèle spécifique à la matière et les règles générales du droit d'un Etat.

Un exemple particulièrement topique, qui a d'ailleurs été évoqué lors de la dernière réunion du Groupe de travail, permettra d'illustrer la difficulté du juge: après de longues discussions relatives à l'article 74 *quater* du projet de Convention sur le chèque^{***}, et en raison de l'opposition irréductible sur ce point entre les membres du Groupe de travail, il fut décidé de laisser aux législations nationales la solution des effets de la mort ou de l'incapacité du tireur d'un chèque. Or il existe de nombreux Etats qui connaissent dans leur droit général des obligations une règle selon laquelle la mort, l'incapacité ou la faillite du mandant (en l'occurrence le tireur), met automatiquement fin au mandat (par exemple: art. 2003 du Code civil français; art. 405 du Code suisse des obligations, etc.). Parmi ces Etats, certains ont adhéré à la Convention de Genève du 19 mars 1931 sur le chèque, Convention qui contient un article 33 aux termes duquel «ni le décès du tireur ni son incapacité survenant après l'émission ne touchent aux effets du chèque».

Supposons qu'un de ces Etats adhère à la nouvelle Convention sur le chèque préparée par la CNUDCI. La question de la mort ou de l'incapacité du tireur n'étant pas traitée dans cette Convention, le juge, après application de sa règle de conflit, ne saura pas s'il doit appliquer les règles générales de l'Etat dont la loi a été déclarée applicable, auquel cas la mort du tireur obligerait le tiré à ne pas honorer le chèque, ou s'il doit faire régir cette question par l'article 33 de la Convention de Genève, auquel cas le tiré doit honorer le chèque nonobstant la mort ou l'incapacité du tireur. Cet exemple montre que le problème est délicat, et trois solutions se présentent pour le régler:

- a) Ne rien dire dans la nouvelle Convention et laisser la solution du problème à l'appréciation du juge. De l'avis de l'observateur de la Conférence de La Haye, cette solution n'est pas bonne, en ce qu'elle va laisser non seulement le juge, mais les parties elles-mêmes dans une grande indécision. En effet, dans les pays qui connaissent cette dualité de règles, le tiré ne saura pas, en cas de mort ou d'incapacité du tireur, s'il doit ou non honorer le chèque. De plus, l'uniformité entre les Etats qui connaissent la même règle générale en matière de mandat et qui ont tous deux adhéré à la Convention de Genève sur le chèque risque d'être détruite: dans l'un de ces Etats, le juge estimera devoir appliquer la règle générale, dans l'autre la disposition de la Convention de Genève — ce qui, on l'avouera, ne contribue pas particulièrement à l'unification de la matière;
- b) Faire régir expressément les questions non traitées dans la nouvelle Convention par les règles générales de l'Etat dont la loi est déclarée applicable. Cette solution ne paraît pas heureuse non plus, car d'une part elle détruirait l'harmonie déjà existante entre les Etats ayant adhéré à un système donné (Convention de Genève, Bills of Exchange Act, etc.) et d'autre part, pour les pays ayant adhéré à la Convention de Genève mais connaissant comme règle générale l'extinction du mandat en cas de mort ou d'incapacité du mandant, il existerait deux règles différentes pour les chèques selon que ceux-ci sont régis soit par la Convention de Genève, soit par le nouvel instrument en préparation;
- c) Adopter dans la Convention en préparation une disposition qui ferait régir les lacunes de cette Convention par les dispositions spécifiques à la matière de l'Etat dont la loi est déclarée applicable. Cette solution paraît de loin la meilleure, car d'une part elle ne créerait pas deux régimes différents pour les chèques dans les Etats connaissant une réglementation spéciale en la matière, et d'autre part elle ne détruirait pas l'unification déjà réalisée par différents groupes d'Etats soit par la Convention de Genève, soit par le Bills of Exchange Act, soit par l'Uniform Commercial Code.

C'est la raison pour laquelle l'observateur de la Conférence de La Haye propose au Groupe de travail sur les effets de commerce internationaux de compléter l'article X suggéré plus haut par un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:

^{***} Annuaire... 1980, troisième partie, I, B.

* Annuaire... 1980, troisième partie, I, B.

** Annuaire... 1980, troisième partie, I, B.

^{***} Annuaire... 1981, deuxième partie, II, A.

«Si l'Etat dont la loi déclarée applicable en vertu des règles du droit international privé connaît, indépendamment de ses règles générales du droit, des dispositions spécifiques [au chèque] [à la lettre de change et au billet à ordre] pour trancher les questions visées à l'alinéa précédent, ces dispositions sont appliquées par priorité à ces règles générales.»

On notera que cet article est rédigé de manière très générale. Il est en effet appelé à s'appliquer non pas seulement à l'exemple que nous venons de voir à propos de la mort ou de l'incapacité du tireur, mais à toute lacune laissée dans l'une ou l'autre des conventions actuellement en préparation au sein de la CNUDCI. En fait, le but de cet article est de faire toujours régir les lacunes de l'une ou l'autre Convention en priorité par les dispositions spécifiques à la matière, avant les règles générales du droit.

C. Conclusion

En conclusion, l'observateur de la Conférence de La Haye propose au groupe de travail sur les effets de commerce internationaux d'adopter, à la fois dans la Convention sur la lettre de change et le billet

à ordre et dans celle sur le chèque, un article X, qui pourrait trouver sa place dans le chapitre des «Dispositions générales» et dont la teneur serait la suivante:

«Article X

«Les questions concernant la matière régie par la présente Convention et qui ne sont pas expressément tranchées par elle sont réglées conformément à la loi applicable en vertu des règles du droit international privé.

«Si l'Etat dont la loi est déclarée applicable en vertu des règles du droit international privé connaît, indépendamment de ses règles générales du droit, des dispositions spécifiques [au chèque] [à la lettre de change et au billet à ordre] pour trancher les questions visées à l'alinéa précédent, ces dispositions sont appliquées par priorité à ces règles générales.»

d) Note du Secrétariat: *Projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux; texte des projets d'articles tels que révisés par le Groupe de rédaction (A/CN.9/WG.IV/WP.24)**

Article premier

1) La présente Convention est applicable aux lettres de change internationales et aux billets à ordre internationaux.

2) Une lettre de change internationale est un instrument écrit qui:

a) Contient dans son texte même les mots «lettre de change internationale [Convention de . . .]»;

b) Contient le mandat inconditionnel donné par le tireur au tiré de payer au bénéficiaire, ou à son ordre, une somme déterminée;

c) Est payable à vue ou à une échéance déterminée;

d) Est datée;

e) Indique qu'au moins deux des lieux suivants sont situés dans des Etats différents:

i) Le lieu où la lettre est tirée;

ii) Le lieu désigné à côté de la signature du tireur;

iii) Le lieu désigné à côté du nom du tiré;

iv) Le lieu désigné à côté du nom du bénéficiaire;

v) Le lieu du paiement;

f) Est signé par le tireur.

3) Un billet à ordre international est un instrument écrit qui:

a) Contient dans son texte même les mots «billet à ordre international [Convention de . . .]»;

b) Contient l'engagement inconditionnel pris par le souscripteur de payer une somme déterminée au bénéficiaire ou à son ordre;

c) Est payable à vue ou à une échéance déterminée;

d) Est daté;

e) Indique qu'au moins deux des lieux suivants sont situés dans des Etats différents:

i) Le lieu où le billet est souscrit;

ii) Le lieu désigné à côté de la signature du souscripteur;

iii) Le lieu désigné à côté du nom du bénéficiaire;

iv) Le lieu du paiement;

f) Est signé par le souscripteur.

4) La preuve de l'inexactitude des indications mentionnées à l'alinéa e des paragraphes 2 et 3 n'affecte en rien l'application de la présente Convention.

* 30 juillet 1980. Il convient de noter que ce document de travail est complété et, en partie, remplacé par ses additifs 1 et 2. Il en est de même du document de travail 25 et de son additif 1. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport du Groupe de travail, A/CN.9/210, aux paragraphes 237 et 240 (reproduit dans le présent volume, deuxième partie, II, A, 1), le Groupe de rédaction, qui a abordé l'examen du projet de convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux et du projet de convention sur les chèques internationaux durant la semaine qui a précédé la session du Groupe de travail, a poursuivi cet examen jusqu'à l'avant-dernier jour de ladite session. Il en est résulté que quelques-uns des articles, tels qu'ils avaient été présentés à l'origine par le Groupe de rédaction, ont ultérieurement été modifiés à la lumière des délibérations du Groupe de travail. De plus, le Groupe de rédaction n'a pu, faute de temps, établir les textes sous une forme complète et finale. On trouvera les textes complets, établis par le Secrétariat à la demande du Groupe de travail, dans les documents A/CN.9/211 (projet de Convention sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux) et A/CN.9/212 (projet de Convention sur les chèques internationaux), reproduits dans le présent volume, deuxième partie, II, A, 3 et 5.

* Les crochets indiquent ce que le Groupe de travail se réserve d'examiner à une date ultérieure (note de l'original).